



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

École polytechnique.....	7
Perspectives budgétaires pour 1984.....	7
Dotations budgétaires 1983-1984.....	8
Perspectives budgétaires pour 1987.....	8
Instituts régionaux d'administration (IRA).....	8

Référence

B-0083209/1 - B-0083213/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Établissements publics à caractère administratif.

Dates extrêmes

1966-1986

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget, bureau 3D (établissements publics à caractère administratif)

Importance matérielle

5 boîtes, soit 0,54 mètre linéaire.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 23/03/1989 portant la référence PH 070/89.

Historique du producteur

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées,

dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement concerne des établissements publics à caractère administratif (personnes morales de droit public disposant d'une certaine autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général sous le contrôle de l'État) sur lesquels le ministère de

l'économie et des finances exerce une tutelle financière au moyen de l'approbation préalable de leurs budgets.

On y trouve des documents relatifs aux perspectives et aux dotations budgétaires des établissements au cours des années 1980, avec notamment des dossiers concernant l'École polytechnique et les instituts régionaux d'administration, écoles d'application à vocation interministérielle assurant la formation professionnelle initiale des attachés d'administration des différents services de l'État

Indexation

Établissement public national

Préparation budgétaire

Enseignement supérieur

B-0083209/1

École polytechnique. - Généralités : note sur la création de conférence de méthodes (10/12/1968) ; articles de presse (1970-1971) ; transformation d'emploi-procédure : correspondance, relevé de décisions du Conseil restreint (17 mai 1972), note manuscrite ; projet de plan comptable 1974 : correspondance, projet (1971, 1974) ; transfert à Palaiseau, modalités du contrôle financier, études d'organisation ; coupures de presse, correspondance, décision du conseil restreint (25/11/1974), perspectives 1975 et projection 1976-1980 : compte rendu du rapport du directeur général sur le fonctionnement de l'École, commentaire, rapport, notes, correspondance (1973-1976) ; frais de scolarité : correspondance, notes, texte, note manuscrite (1973-1977) ; frais de scolarité : correspondance, notes, texte, note manuscrite (1973-1977) ; coupure de presse ; questions immobilières : Journal officiel, correspondance, note manuscrite (1971-1972) ; projet insertion : correspondance, notes manuscrites, notes, observations (1984) ; assurances : correspondance, note manuscrite, note d'information (1972-1973) ; contrôle financier : notes manuscrites, Journal officiel, correspondance, textes, préparation des textes, note d'information (1970-1976) ; textes (1966-1986) ; composition du Conseil d'administration : Journal officiel, note manuscrite (1971-1984) ; construction de l'immeuble devant abriter le Centre de calcul vectoriel CRAY I : notes (1982-1983) ; création d'un groupe d'étude sur le contenu et l'organisation de l'enseignement à l'École polytechnique : correspondance (1982) ; intégration au CNRS de 16 chercheurs en fonction à l'École polytechnique : note manuscrite, correspondance (1980) ; transfert à l'École polytechnique du laboratoire de physique des solides irradiés : correspondance (1985) ; situation des fonds de roulement des établissements publics : correspondance (1983) ; emprunt de l'École polytechnique auprès du groupement d'intérêt économique pour l'installation du CRAY-2 : correspondance, notes d'information, Journal officiel, convention (1986) ; Pour une école polytechnique dans son temps : rapport de Bernard Esambert (28/10/85) ; emplois dans l'école : notes (1985-1986).

1966-1986

B-0083211/1 – B-0083212/1

Perspectives budgétaires pour 1984.

1981-1983

B-0083210/1

Éducation nationale et formation professionnelle. - Éducation secondaire : fiche d'examen, tableaux, notes manuscrites (1983) ; éducation nationale, 1^{ère} phase 1984 (enseignement scolaire, enseignement universitaire) : tableaux et fiches (1983) ; éducation nationale 2^{ème} phase 1984 : tableaux (1983) ; Actions 05 « EPA-Mesures nouvelles », rappel 1^{ère} phase et 2^{ème} phase : notes diverses, fiches récapitulatives, tableaux (1983).

1983

B-0083211/1

Hors éducation nationale et formation professionnelle. - Remises à niveau, Musée de la Légion d'honneur, CNAM, Palais de la découverte, de l'environnement : tableaux, notes manuscrites (1983) ; Justice, École nationale de la magistrature : tableaux, notes manuscrites, correspondance, notes, fiches d'examen (1981-1983) ; services généraux du Premier ministre, ENA, IIAP, IRA : fiches d'examen, notes manuscrites, instructions (1983) ; 1^{ère} phase 1984, Culture, Environnement, Justice, Légion d'honneur, Santé, Services généraux du Premier ministre, Temps libre de la Jeunesse et sport : fiches, tableaux, mesures nouvelles, récapitulatif, notes manuscrites (1983). 2^{ème} phase 1984, Justice, Fonction publique, Affaires sociales et solidarité nationale, Santé, Services généraux du Premier ministre, Temps libre de la Jeunesse et sport : tableaux, fiche

descriptive de mesure nouvelle (1983) ; 2^{ème} phase 1984 : instructions, textes, notes (1983).

1981-1983

B-0083212/2

Dotations budgétaires 1983-1984. - Dotations 1983, Culture, Défense, Éducation nationale (enseignement scolaire et enseignement universitaire), Environnement, Justice (École de la magistrature, Ordre de la Libération, Musée de la Légion d'honneur), Santé, Services généraux du Premier ministre, Temps libre de la Jeunesse et sport, Transports (Aviation civile, École nationale de l'aviation civile) : tableaux, mesures nouvelles, fiches copies de Pandore 1984 (1981-1984). Dotations 1984, Culture, Défense, Éducation nationale (enseignement scolaire et enseignement universitaire), Environnement, Justice (École de la magistrature, Ordre de la Libération, Musée de la Légion d'honneur), Santé, Services généraux du Premier ministre, Temps libre de la Jeunesse et sport : tableaux, correspondance (1983-1984).

1981-1984

B-0083213/1 – B-0083213/2

Perspectives budgétaires pour 1987.

1984-1986

B-0083213/1

1^{ère} phase 1986 – perspectives 1987 : tableaux évolution des effectifs, notes manuscrites, observations, arrêtés, notes, mesures nouvelles proposées ; tableaux des différents ministères, notes, notes manuscrites, fiches descriptives de mesure nouvelle, fiches de mesure, observations, textes, compte-rendu de réunion interministérielle, correspondance.

1984-1986

B-0083213/2

2^{ème} phase - Pandore 1987, remises à niveau : tableaux des différents ministères, note, notes manuscrites, questions, avis, correspondance, mesures nouvelles, fiches de suivi, Journal officiel, coupure de presse, fiches descriptives, fiches de mesure.

1985-1986

B-0083212/1

Instituts régionaux d'administration (IRA). - Questions communes, personnels (rémunérations des médecins, concours spécial d'accès aux IRA, détachement des secrétaires généraux des IRA, rémunérations des agents-comptables, statuts, régime indemnitaire des personnels, personnel enseignant, rémunération des élèves, classement indiciaire de certains emplois, réglementation au gel des emplois vacants dans les établissements publics administratifs, financements des élèves suite à la réforme des IRA) : notes manuscrites, notes, textes, notes d'information, tableau récapitulatif, correspondance, observations, avis, fiches de mesure.

1970-1985